

Ne touche pas à ma cassette !

EPARGNE • 9 juin 2020

L'édito de Jean-Pierre Thomas, Président du Cercle de l'Épargne – Juin 2020



Lors de chaque crise, la même antienne ressurgit avec l'éternel débat sur l'opportunité de taxer ou non les épargnants pour rétablir autant que possible les équilibres budgétaires mis à mal ? Au nom de la solidarité, n'est-il pas légitime qu'ils versent une obole ? Avec la crise polymorphe générée par la crise sanitaire sans précédent que nous connaissons depuis le mois de mars, les épargnants sont appelés à retourner consommer pour sauver les emplois, les entreprises, la croissance... L'épargnant a comme principal tort d'avoir épargné, de s'être constitué une petite réserve. Cette renonciation à la consommation est suspecte. Elle est assimilée soit à une richesse indue, soit à un comportement égoïste. L'épargnant est un mal-aimé, un incompris.

Pourquoi les ménages ont-ils mis de l'argent de côté ces dernières semaines ? Premièrement, ils n'avaient pas la possibilité de consommer, deuxièmement, ils avaient peur de l'avenir. Pendant le confinement, l'écoute assidue des chaînes d'information n'incitait guère à l'optimisme. L'annonce en boucle du nombre de chômeurs et des potentielles faillites conduit assez naturellement à redoubler d'effort pour accroître l'épargne de précaution.

L'idée de mettre en place un impôt supplémentaire sur l'épargne afin d'inciter les Françaises et les Français à consommer serait contre-productive. Ce n'est pas en taxant l'épargne qu'elle se mue automatiquement en consommation. Celle-ci ne retrouvera son rythme normal qu'avec le retour d'une vie normale et surtout celui de la confiance. La création d'une nouvelle taxe sera anxiogène et ne fera qu'inciter les ménages à garder encore plus de liquidités sur leurs comptes courants, liquidités qui ont plus que doublé depuis 2008. La réintroduction de l'ISF, appelée de leurs vœux par certains hérauts des bonnes causes, ne traduirait, une fois de plus, que l'instabilité fiscale française.

Si notre pays ne manque pas d'épargne, il souffre, en revanche, de l'étroitesse de son marché « actions », de l'absence de fonds de pension dignes de ce nom, de canaux de financement du private equity. Pour favoriser la réorientation de l'épargne de court terme vers le long terme, vers l'économie réelle, une fois de plus, la confiance est indispensable. Celle-ci ne pourra se construire qu'autour de messages et de mesures simples en faveur de l'innovation, de la recherche ainsi que de l'investissement. La France a besoin de capitaux intérieurs et extérieurs pour se reconstruire après une longue phase de déclin, marquée par la priorité qui a été donnée aux dépenses de fonctionnement, aux dépenses non productives. L'épargnant, loin d'être un nuisible, tient une place indispensable qui doit être non pas vilipendée mais chérie.

Jean-Pierre Thomas

[A lire dans Le Mensuel du Cercle de l'Épargne N°74](#)